

vendredi 23 octobre

Guerre du saumon : un recours « au cas où »

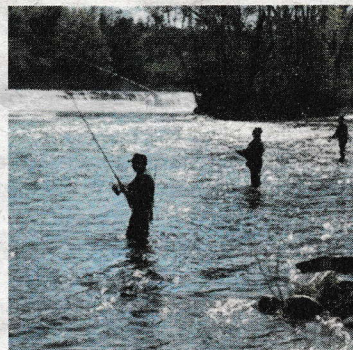
PÊCHE Alors que les négociations continuent pour dédommager les pros, les amateurs protègent leurs arrières

Nouvel épisode dans la guerre du saumon, ce conflit larvé qui oppose les pêcheurs amateurs des gaves et rivières pyrénéennes qui se jettent dans l'Adour aux pêcheurs professionnels aux filets du port de Bayonne. En pleine négociation pour un dédommagement des professionnels qui cesseraient leurs activités, les amateurs ont déposé un recours au tribunal pour casser l'arrêté d'autorisation qui permet aujourd'hui aux pros de continuer à pêcher.

« On se réjouit de ces négociations qui vont plutôt dans le bon sens, mais on ne sait pas ce qu'elles vont donner à terme, indique M^e Ruffié, avocat de la Sepanso, qui a déposé son recours hier matin. C'est pour cela que nous déposons un recours sur l'arrêté d'autorisation de pêche, au cas où. »

Quid du dédommagement

Pour comprendre le procédé, il convient de rappeler les étapes qui ont conduit à la négociation actuelle. Premièrement, les pêcheurs professionnels travaillent aux filets dans le port de Bayonne depuis des années, sans qu'on n'ait jamais clarifié leur droit réel à pêcher. Deuxièmement, le tribunal administratif intime l'ordre aux autorités de préciser si la pêche est autorisée. Troisièmement, l'autorisation de pêche professionnelle est signée après des années de flous artistique et juridique par la Région (propriétaire du



Des pêcheurs de saumon sur le gave d'Oloron. ARCHIVES J.-L. D.

port de Bayonne) et les préfectures des Landes et des Pyrénées-Atlantiques. C'est cette autorisation qui était attaquée, hier, au tribunal administratif par les pêcheurs amateurs et la Sepanso.

Quatrièmement, les pêcheurs professionnels autorisés à œuvrer, seul un dédommagement (4 millions d'euros) à leur perte d'activité potentielle pourra les contraindre à lever leurs filets. Toutes les parties se sont accordées sur cette solution au mois d'août. C'est le sens d'une négociation menée depuis des mois à Sauveterre-de-Béarn avec l'AAPMA du gave d'Oloron, le président de la communauté de communes locale et les élus départementaux comme acteurs majeurs.

Le recours déposé hier matin n'obère pas les possibilités d'accord financier (point 4). Seulement, si le tribunal administratif venait à casser l'autorisation de pêche professionnelle, la question des 4 millions d'euros se reposerait forcément. Les exécutifs locaux et la fédération de pêche accepteraient-ils toujours de dédommager une cessation d'activité désignée comme illégale ?

Romain Bely

Edition Pays Basque Sud Ouest